

REGLEMENT DE POLICE PORT DE PORNIC PORT DE PLAISANCE (AVANT-PORT) ET PORT DE PECHE

SOMMAIRE

Article 1 : **Champ d'application géographique du règlement**

CHAPITRE I REGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DU PORT

<u>Article 2 :</u>	Admission des bâtiments dans le port
<u>Article 3 :</u>	Mise à l'eau et tirage à terre
<u>Article 4 :</u>	Mouvement des navires
<u>Article 5 :</u>	Mouillage
<u>Article 6 :</u>	Amarrage
<u>Article 7 :</u>	Obligations du propriétaire et déplacements sur ordre
<u>Article 8 :</u>	Restrictions concernant l'usage du feu
<u>Article 9 :</u>	Interdiction de fumer
<u>Article 10 :</u>	Conditions d'utilisation des appareils et installations électriques
<u>Article 11 :</u>	Matières dangereuses ou explosives
<u>Article 12 :</u>	Consignes de lutte contre l'incendie
<u>Article 13 :</u>	Nuisances
<u>Article 14 :</u>	Epaves et navires vétustes ou désarmés
<u>Article 15 :</u>	Propreté des ouvrages et des eaux
<u>Article 16 :</u>	Circulation et stationnement
<u>Article 17 :</u>	Dépôt de marchandises, matériaux et matériels divers
<u>Article 18 :</u>	Conservation des ouvrages portuaires
<u>Article 19 :</u>	Assurances
<u>Article 20 :</u>	Interdictions relatives à la pêche
<u>Article 21 :</u>	Activités et sports nautiques

CHAPITRE II
REGLES PARTICULIERES AUX NAVIRES EN ESCALE

Article 22 : **Déclaration d'entrée et de sortie**

Article 23 : **Affectation de postes**

CHAPITRE III
REGLES PARTICULIERES AUX NAVIRES AMARRES SUR POSTES AMODIES

NEANT

CHAPITRE IV
REGLES PARTICULIERES A L'UTILISATION DES TERRE-PLEINS ET CALES

Article 24 : **Carénage**

Article 25 : **Modalités d'utilisation des divers cales et terre-pleins du port**

Article 26 : **Réalisation d'installations**

Article 27 : **Autorisations et agréments**

Article 28 : **Rangement des matériaux**

CHAPITRE V
DISPOSITIONS GENERALES

Article 29 : **Constatation des infractions**

Article 30 : **Répression des infractions du présent arrêté**

Article 31 : **Abrogation des arrêtés précédents**

Article 32 : **Compétence pour l'exécution du présent arrêté**

REGLEMENT DE POLICE

PORT DE PORNIC

PORT DE PLAISANCE (AVANT-PORT) ET PORT DE PECHE

REGLEMENT

Le Président du Conseil Général de Loire Atlantique

Vu le Code des Ports Maritimes

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, relative au transfert de compétences au profit des Départements en matière de gestion des ports de pêche et de commerce, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1983 transférant au Département de Loire Atlantique la gestion du port de Pornic

Vu la Convention du 17 décembre 2001 conclue par le Conseil Général de Loire-Atlantique et la Commune de Pornic pour la gestion du port de pêche et de plaisance situé dans la Ria de Pornic

Vu l'avis du Conseil Portuaire lors de sa réunion du.....

Vu l'avis du gestionnaire du port

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux

ARRETE :

Article 1 : Champ d'application géographique du règlement

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des installations portuaires (plans d'eau, terre-pleins et voies de desserte) comprises dans le périmètre de la zone remise en gestion à la Commune de Pornic et figurant sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1^{ER}

REGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DU PORT

Article 2 : Admission des bâtiments dans le port

Les plans d'eau du Petit Nice, du Château, de Gourmalon et de l'Anse aux Lapins sont réservés aux navires de plaisance.

Le bassin du port de pêche est réservé prioritairement aux navires de pêche. Les bateaux de plaisance pourront y stationner sous réserve de l'accord du responsable chargé de la police du port.

Le bateau à passagers « La Pimpante » est autorisé à stationner à l'Est du quai du Môle Leray.

L'accès du port n'est autorisé qu'aux navires en état de naviguer.

L'accès au port de plaisance (avant port), pour les navires de commerce et de pêche courant un danger ou en état d'avarie, n'est admis que pour un séjour limité, justifié par les circonstances.

Le navire de plaisance doit dès son arrivée, se faire connaître aux agents chargés de la police du port.

Article 3 : Mise à l'eau et tirage à terre

La mise à l'eau et le tirage à terre des navires de plaisance dans les limites du port ne sont autorisés qu'au droit des cales et rampes réservées à cet effet. L'utilisation de tout autre mode de mise à l'eau ou de tirage à terre est soumise à l'autorisation préalable du surveillant de port.

Les navires, leurs annexes et les matériels de mise à l'eau ne doivent séjourner sur les ouvrages et terre-pleins du port que le temps de la mise à l'eau ou du tirage à terre, sauf aux endroits réservés à cet effet.

Article 4 : Mouvement des navires

Article 4.1 :

Le personnel chargé de la police du port règle l'ordre d'entrée et de sortie des navires dans le port.

Les équipages des navires doivent se conformer à ses ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents ou les avaries.

Article 4.2 :

La vitesse maximale des navires ne devra pas dépasser :

- trois nœuds à l'intérieur du port et,
- cinq nœuds dans un rayon de 300 m au-delà du brise lame de l'Anse aux Lapins.

Article 4.3 :

Les navires à moteur ne pourront naviguer à l'intérieur du port que :

- pour entrer, sortir, changer de mouillage ou,
- pour se rendre à un poste de réparation ou d'avitaillement en carburant.

Article 5 : Mouillage

Sauf les cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat, il est interdit de mouiller dans les passes et chenaux d'accès.

Article 6 : Amarrage

Les navires ne peuvent être amarrés qu'aux bollards, bittes, anneaux ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet dans le port.

Le stationnement des navires au droit des postes d'avitaillement n'est strictement autorisé que dans la limite du temps nécessaire à l'avitaillement.

L'amarrage à couple est toléré. Le propriétaire ne peut s'opposer à l'amarrage à couple ordonné par le surveillant de port lorsque les nécessités de l'exploitation l'exigent.

Article 7 : Obligations du propriétaire et déplacements sur ordre

D'une manière générale, le propriétaire doit veiller à ce que son navire, à toute époque et en toutes circonstances, ne cause ni dommage aux ouvrages du port ou aux autres navires, ni gêne dans l'exploitation du port.

Les agents chargés de la police du port doivent pouvoir à tout moment requérir le propriétaire du navire ou l'équipage ou, le cas échéant, la personne chargée du gardiennage du navire.

Le propriétaire ou l'équipage du navire ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires.

En cas de nécessité, toutes les précautions prescrites par les agents chargés de la police du port doivent être prises, et notamment les amarres doublées.

Les agents chargés de la police du port sont qualifiés pour faire effectuer au besoin les manœuvres jugées nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire et sans que la responsabilité de ce dernier ne soit dégagée.

Sauf nécessité, tout déplacement ou manœuvre effectué à la requête des autorités portuaires fera l'objet d'un préavis de vingt quatre heures, notifié à l'adresse du propriétaire et apposé en même temps sur le navire.

Article 8 : Restrictions concernant l'usage du feu

Sauf autorisation accordée par les agents chargés de la police du port, il est défendu d'allumer du feu sur les quais, pontons, terre-pleins et ouvrages portuaires et d'y avoir de lumière à feu nu.

Article 9 : Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer lors des opérations d'avitaillement en carburant du navire. Celles-ci doivent s'effectuer moteur arrêté.

Article 10 : Conditions d'utilisation des appareils et installations électriques

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

L'utilisation des appareils et installations s'avérant, à l'usage, défectueux, pourra être interdite par les agents habilités à cet effet. Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

Article 11 : Matières dangereuses ou explosives

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires, les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

L'avitaillement en hydrocarbures se fera exclusivement aux postes réservés à cet effet pour les produits K2. Toutefois, des tolérances sont admises pour les jerricans d'un volume inférieur à 20 litres.

Les produits de la classe K3 pourront être livrés directement aux postes d'amarrage. Les opérations d'avitaillement seront effectuées en prenant toutes les précautions nécessaires pour, éviter tout risque de salissures, d'incendie et d'explosion.

Le compartiment des moteurs doit être suffisamment aéré au moment de la mise en marche. L'appareillage électrique de chaque navire doit être en parfait état de marche et d'entretien. Les compartiments contenant les bouteilles de gaz butane ou tout autre gaz enfermé doivent être convenablement aérés. Les extincteurs montés sur les navires doivent être en nombre suffisant et en parfait état de marche.

En cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbure dans le port et en particulier sur les quais, pontons et dans le plan d'eau, l'utilisateur devra immédiatement faire assurer à ses frais le nettoyage des parties souillées et en avvertir le responsable du port.

Article 12 : Consignes de lutte contre l'incendie

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines avoisinantes, tous les navires doivent prendre les mesures de précaution qui leur sont prescrites par les agents chargés de la police du port.

En cas d'incendie à bord d'un navire, le propriétaire, l'équipage ou le gardien du navire doit immédiatement avvertir les agents chargés de la police du port et les sapeurs pompiers de la ville de Pornic.

La lutte contre l'incendie est assurée par le corps des sapeurs pompiers de Pornic et suivant les instructions données par leur commandant. En attendant l'intervention du corps des sapeurs pompiers, le responsable du port a tous pouvoirs pour diriger les opérations. Il peut, également, requérir l'aide de tous les équipages et personnes chargés du gardiennage de tous les navires. Le navire à bord duquel l'incendie s'est déclaré doit être immédiatement isolé et éloigné.

Article 13 : Nuisances

Il est interdit d'effectuer, sur les navires aux postes d'accostages, des travaux susceptibles de provoquer des nuisances dans le voisinage.

Les usagers devront constamment respecter les règles de bonne tenue et éviter tous bruits pouvant apporter des troubles de jouissance.

Tous travaux bruyants, en particulier les essais de moteur des navires, sont interdits avant 9 heures et après 20 heures.

Les parties de gréement susceptibles de créer du bruit sous l'action du vent ou du mouvement du navire doivent être « saisies ».

Article 14 : Epaves et navires vétustes ou désarmés

Article 14.1 :

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité.

Si les agents chargés de la police du port constatent qu'un navire est à l'état d'abandon ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux navires ou aux

ouvrages environnants, ils mettent en demeure le propriétaire et simultanément, en cas d'urgence, la personne chargée du gardiennage, de procéder à la remise en état ou la mise à sec du navire. Si le nécessaire n'a pas été effectué dans le délai imparti, il est procédé à la mise à sec d'office du navire, aux frais et risques du propriétaire, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui est dressé contre lui.

Article 14.2 :

Les propriétaires d'épaves échouées ou coulées dans le port, dans la rade ou dans une passe navigable, sont tenus de les faire enlever ou dépecer sans délai après avoir obtenu l'accord de l'autorité concernée (Service Maritime) qui fixera les délais impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.

Article 15 : Propreté des ouvrages et des eaux

Il est défendu :

- de jeter des terres, des décombres, des ordures, des liquides insalubres (huiles de vidange, gas-oil, etc) ou des matières quelconques sur les ouvrages et dans les eaux du port, de la rade et des passes navigables ;
- d'y faire aucun dépôt, même provisoire.

Les ordures ménagères doivent être déposées dans les récipients déposés à cet effet sur les terre-pleins du port.

Article 16 : Circulation et stationnement

Article 16.1 :

La circulation sur les quais et terre-pleins à l'intérieur du périmètre portuaire est strictement réservée aux usagers du port qui devront se conformer à la signalisation mise en place.

Sont considérés comme usagers du port :

- Les personnes ayant un bateau stationné dans le port ou utilisant les installations portuaires pour les mises à l'eau ou à sec des bateaux ;
- Toute personne travaillant dans l'enceinte portuaire ;
- Les clients et fournisseurs des entreprises ou organismes installés sur le port ;
- Le personnel de l'autorité compétente, du gestionnaire et des administrations appelé à se rendre sur le port dans le cadre de leur mission.

Les promeneurs et visiteurs ne sont pas usagers du port. La responsabilité de l'autorité compétente et du gestionnaire ne pourra en aucun cas être recherchée lors d'accident.

Article 16.2 :

Il est interdit de faire circuler des véhicules automobiles sur toutes les parties du port autres que :

- les voies et parcs de stationnement ;
- les terre-pleins où cette circulation est expressément autorisée.

Article 16.3 :

Le stationnement prolongé de tous véhicules n'est admis que sur les parcs de stationnement réservés à cet effet.

Sur les terre-pleins où la circulation automobile est autorisée, le stationnement est strictement limité au temps nécessaire au chargement ou au déchargement des matériels, approvisionnements ou objets divers nécessaires aux navires. Il est interdit, sauf cas de force majeure, d'y procéder à la réparation d'un véhicule automobile.

Article 17 : Dépôt de marchandises, matériaux et matériels divers

Les marchandises d'avitaillement, les matériels d'armement et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés ne peuvent demeurer sur les quais, pontons d'amarrage et terre-pleins que le temps nécessaire pour leur manutention, sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants, à la diligence des agents chargés de la police du port.

Des dérogations aux règles énoncées ci-dessus pourront être accordées par les agents chargés de la police du port pour le transport à bord des navires de certains matériels nécessaires à leur entretien.

Article 18 : Conservation des ouvrages portuaires

Les usagers du port ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition.

Ils sont tenus de signaler sans délai, aux agents chargés de la police du port, toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils occasionnent à ces ouvrages, les cas de force majeure exceptés.

Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données à la contravention de grande voirie dressée à leur encontre.

Article 19 : Assurances

Les usagers sont tenus de souscrire une police d'assurance couvrant au minimum les risques suivants :

- dommages causés aux ouvrages du port ;
- renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès ;
- dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

A toutes réquisitions les navires devront justifier de leur règlement des polices d'assurance couvrant les risques ci-dessus définis par la production d'une attestation d'assurance.

A défaut de présenter une attestation de règlement des polices d'assurance, obligation est faite aux usagers de souscrire la police qui leur sera présentée par la capitainerie.

Article 20 : Interdictions relatives à la pêche

Il est interdit :

- de ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port ;
- de pêcher ou lancer dans le plan d'eau du port, dans la rade et dans les passes navigables ou, d'une manière générale, à partir des ouvrages du port.

Article 21 : Activités et sports nautiques

Est interdite, dans les eaux du port, l'utilisation de :

- véhicules nautiques à moteur, tels que scooters ou motos des mers, planches à moteurs,
- tout engin de vitesse dont la puissance propulsive maximale autorisée dépasse trois kilowatts.

Il est interdit de pratiquer la natation et les sports nautiques dans les eaux du port, dans la rade et dans les passes navigables, sauf dans les cas de fêtes ou de compétitions sportives autorisées.

Les responsables de ces manifestations sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données par le surveillant du port pour l'organisation et le déroulement desdites manifestations.

CHAPITRE II

REGLES PARTICULIERES AUX NAVIRES EN ESCALE

Article 22 : Déclaration d'entrée et de sortie

Tout navire entrant dans le port pour faire escale est tenu, dès son arrivée, de faire au bureau du port de Pornic une déclaration d'entrée écrite indiquant :

- le nom, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du navire ;
- le nom et l'adresse du propriétaire ;
- le nombre de personnes à bord ;
- la date prévue pour le départ du port.

En cas de modification de cette date, une déclaration rectificative doit être faite, sans délai, au bureau du port.

Le navire doit faire à ce bureau une déclaration de départ lors de la sortie définitive du navire.

Les déclarations d'entrée et de départ sont inscrites dans l'ordre de leur présentation sur un registre spécial où elles reçoivent un numéro d'ordre.

Article 23 : Affectation de postes

Article 23.1 :

L'emplacement du poste que doit occuper chaque navire pour la partie réservée aux usagers de passage, quelle que soit la durée du séjour dans le port, est fixé par les agents chargés de la police du port.

L'affectation des postes est opérée dans la limite des postes disponibles, suivant l'ordre d'inscription prévu à l'article 22 ci-dessus. Les agents chargés de la police du port sont toutefois seuls juges des circonstances qui peuvent amener à déroger à cette règle.

Article 23.2 :

Le propriétaire ou l'équipage des navires faisant escale à une heure tardive doit, en premier lieu, consulter le tableau affiché à l'extérieur du bureau du port de Pornic indiquant la position des postes disponibles en fin de journée pour les navires en escale. A défaut, tout navire occupant un poste déjà attribué sera d'office déplacé au matin, aux frais et risques du propriétaire.

Dès l'ouverture du bureau, le propriétaire ou l'équipage doit effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

Article 23.3 :

La durée du séjour des navires en escale est fixée par les agents chargés de la police du port en fonction des postes disponibles.

Les postes d'escales sont banalisés.

L'usager de passage est tenu de changer de poste si, pour des raisons de police ou d'exploitation, ce déplacement lui est enjoint par les agents chargés de la police du port.

Il est tenu de quitter le port, lorsque la sécurité est assurée, à la première injonction des agents chargés de la police du port si, faute de place disponible, ces derniers ont mis à sa disposition un poste à quai déjà attribué mais temporairement disponible.

CHAPITRE III

REGLES PARTICULIERES AUX NAVIRES AMARRES SUR POSTES AMODIES

NEANT

CHAPITRE IV

REGLES PARTICULIERES A L'UTILISATION DES TERRE-PLEINS ET CALES

Article 24 : Carénage

Dans l'enceinte du port et ses dépendances, le carénage est interdit sur les cales et terre-pleins à l'exception du site de Gourmalon

Le carénage est interdit entre le 1^{er} juin et le 30 septembre de chaque année.

Les agents chargés de la police du port prescrivent les précautions à prendre dans l'exécution de ces travaux. Ils peuvent être amenés, si nécessaire, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée.

Article 25 : Modalités d'utilisation des divers cales et terre-pleins du port

CALE ET TERRE-PLEIN DE LA NOËVEILLARD

- L'utilisation de cette cale est réservée aux dériveurs légers.
- Le rangement des dériveurs et de leurs accessoires sur le terre-plein doit respecter le marquage au sol réalisé par le gestionnaire selon le plan ci-joint :
 - Emplacement réservé aux usagers hors école de voile ;
 - Emplacement réservé à l'école municipale de voile.
- L'accès des usagers au terre-plein géré par la Commune est assuré à pied, par l'escalier aménagé à partir de la corniche de la Noëveillard.

L'accès des véhicules peut s'effectuer par la concession voisine du port de la Noëveillard:

- Pour le personnel administratif et pédagogique de l'école municipale de voile et,
- A titre exceptionnel et occasionnel, pour le transport du matériel, la maintenance des installations et bâtiments et la sécurité publique.

Le stationnement de véhicules autres que ceux liés au fonctionnement de l'école de voile est interdit sur la cale et le terre-plein.

CALE ET TERRE-PLEIN DES MALOUINES

- La cale des Malouines est réservée aux dériveurs légers et aux annexes pour lesquelles la mise à l'eau est possible sans l'utilisation d'un véhicule.

CALE ET TERRE-PLEIN DU CHÂTEAU

- La mise à l'eau à l'aide d'un véhicule est autorisée mais le stationnement est interdit sur la cale et le terre-plein. La taille des bateaux ne doit pas excéder 5 m et le poids ne doit pas être supérieur à 250 kg

CALE DU PETIT NICE ET CALE OUEST DU MOLE LERAY

- L'utilisation de ces cales est réservée aux services de sécurité et aux usagers du port de pêche.

CALE DU JARDINET

- L'utilisation de cette cale est ouverte à tous types de bateaux.
- Le stationnement des remorques est interdit sur la cale.

CALE ET TERRE-PLEIN DE GOURMALON

- L'accès est ouvert aux seuls usagers du port

JETEE DE GOURMALON :

- La circulation des véhicules (voitures et deux roues) est interdite.

Article 26 : Réalisation d'installations

L'utilisation des terre-pleins, afin de réaliser des installations qui y seraient autorisées, est soumise à la réglementation en vigueur relative aux constructions immobilières.

Article 27 : Autorisations et agréments

Article 27.1 :

Indépendamment de l'obligation mentionnée à l'article précédent, les plans et dessins des ouvrages doivent être soumis, avant tout commencement d'exécution, à l'agrément du gestionnaire du port et de l'autorité compétente chargée du contrôle de la gestion du port.

Cette obligation est notamment valable pour les ouvrages de raccordement à l'égout.

A l'achèvement des travaux, les ouvrages installés sur les terre-pleins font obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité délivré par le gestionnaire du port et transmis à l'autorité compétente aux fins d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation les installations en cause.

Article 27.2 :

Toute installation de machines-outils, de soudure, de stockage de gaz sous pression et de combustible et, d'une manière générale toute installation susceptible de provoquer des accidents, des explosions ou des incendies fait obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité à la réglementation en vigueur. Ce dernier devra être remis au gestionnaire en vue d'obtenir l'autorisation d'installation.

Article 27.3 :

Il est interdit d'installer des postes de distribution de carburants dans les limites du port sans autorisation écrite délivrée par l'autorité compétente chargée du contrôle de la gestion du port.

Article 27.4 :

L'occupation à titre privatif, des terre-pleins du port non amodiés, par voie contractuelle est interdite sans autorisation du gestionnaire qui définit les conditions de cette occupation.

Article 28 : Rangement des matériaux

Les voies de circulation comprises dans le périmètre de la zone mise en gestion doivent être laissées libres.

Elles ne peuvent en aucun cas être encombrées de dépôts de matériaux de quelque nature qu'ils soient.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GENERALES

Article 29 : Constatation des infractions

Article 29.1 :

Les contraventions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports de plaisance et de leurs dépendances sont constatés par un procès-verbal dressé par les officiers ou surveillants de port, les commissaires de police et autres agents ayant qualité pour verbaliser.

Article 29.2 :

Chaque procès-verbal est transmis suivant la nature du délit ou de la contravention constatée, au fonctionnaire chargé de poursuivre la répression de l'infraction.

Article 30 : Répression des infractions du présent arrêté

En cas d'infraction aux prescriptions du présent règlement, l'officier ou le surveillant de port dresse un procès-verbal et prend immédiatement toutes mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Il a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière, après mise en demeure, les navires en contravention aux frais, risques et périls des propriétaires.

Article 31 : Abrogation des arrêtés précédents

L'arrêté préfectoral du 30 décembre 1970 portant règlement du port de plaisance situé dans l'avant port de Pornic est abrogé à la date du présent arrêté.

Les arrêtés en date des 3 août 1992 et 20 août 1999 de Monsieur le Président du Conseil Général formant règlement particulier de police du port sont abrogés.

Article 32 : Compétence pour l'exécution du présent arrêté

Le Directeur Général des Services Départementaux, la Commune de Pornic, gestionnaire du port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes Administratifs du Département de Loire Atlantique.